



copenhagen  
climate centre



# Réseau pour la Transparence Climatique pour la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)

## Rapport d'Evaluation des Besoins en Capacités

Initiative de Renforcement des Capacités pour la  
Transparence -  
Programme de Soutien Mondial (CBIT-GSP)

Mars 2024

---

## Table des matières

Introduction .....	4
I. RÉSULTATS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE .....	5
1. Système général de Transparence et état d'avancement des rapports .....	5
1.1. Rapports soumis à la Convention dans la région .....	5
1.2. Rapport de Transparence en cours de préparation.....	7
1.3. Système général de Transparence.....	7
1.4. Arrangements institutionnels en matière de Transparence.....	8
1.5. Résultats des systèmes de transparence pour l'élaboration des politiques nationales.....	9
1.6. Disponibilité d'une ou plusieurs Plateformes MRV en ligne dans la région .....	10
2. Soutien reçu et bonnes pratiques et enseignements tirés en matière de Transparence .....	11
2.1. Soutien reçu pour la Transparence.....	11
2.2. Bonnes pratiques et enseignements à partager avec d'autres pays .....	12
3. Mise en œuvre de l'ETF et préparation du BTR.....	13
3.1. Familiarité des pays avec les dispositions relatives à l'ETF/BTR.....	13
3.2. Stade de préparation du premier BTR .....	14
3.3. Défis de la mise en œuvre de l'ETF .....	14
3.4. Solutions potentielles aux défis rencontrés.....	15
4. Évaluation des capacités liées aux domaines de Reporting de l'ETF.....	16
4.1. Arrangement institutionnel pour les domaines de Reporting de l'ETF .....	16
4.2. Capacités techniques pour les domaines de Reporting de l'ETF .....	17
5. Capacités techniques spécifiques liées aux Inventaires de GES .....	18
5.1. Utilisation des lignes directrices du GIEC.....	18
5.2. Utilisation du logiciel d'Inventaire du GIEC.....	18
5.3. Procédures d'AQ/CQ en place .....	19
6. Capacités techniques spécifiques liées au suivi des CDN .....	19
6.1. Outils de modélisation utilisés pour l'élaboration des projections des CDN et des GES .....	19
6.2. Familiarité des pays avec les outils de modélisation.....	20
6.3. Indicateurs pour le suivi NDC.....	20

7.	Capacités techniques spécifiques liées à l'Adaptation, aux Impacts et aux Pertes et Dommages..	21
7.1.	Approches, méthodologies et outils utilisés pour évaluer les impacts, les risques et les vulnérabilités au changement climatique dans la région MENA.....	21
7.2.	Systèmes nationaux de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des mesures d'Adaptation..	22
7.3.	Plans Nationaux d'Adaptation/Communication sur l'Adaptation .....	22
7.4.	Évaluation des Pertes et Dommages dans la région MENA.....	23
8.	Capacités techniques spécifiques liées au Soutien nécessaire et reçu.....	23
8.1.	Systèmes de suivi des flux financiers climatiques reçus.....	23
8.2.	Estimation du Soutien Requis .....	24
9.	Efforts pour la prise en considération du Genre dans les Systèmes Nationaux de Transparence, y compris les CDN .....	24
II.	Besoins de support prioritaires.....	26
	Conclusion.....	30
	Annexe 1 : Évaluation des arrangements institutionnels pour les domaines de Reporting de l'ETF par pays .....	32
	Annexe 2 : Évaluation des capacités techniques dans les domaines de Reporting de l'ETF par pays.....	32

# Introduction

---

L'Initiative de Renforcement des Capacités pour la Transparence - Programme d'Appui Mondial (CBIT-GSP) « Capacity-building Initiative for Transparency - Global Support Programme » est un projet d'appui mondial pour le renforcement des capacités en matière de Transparence, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), mis en œuvre par le PNUÉ et exécuté par le Centre pour le Climat de Copenhague du PNUÉ (PNUÉ-CCC). Le CBIT-GSP est un projet d'une durée de cinq ans, qui s'étend de 2022 à 2026, et qui offre une multitude de soutiens aux pays en développement pour leur permettre de se conformer aux exigences de la CCNUCC et de l'Accord de Paris en matière de Reporting.

Le projet vise à fournir un soutien rationalisé et un renforcement des capacités aux niveaux national, régional et mondial pour permettre aux pays en développement, dans le cadre de l'Accord de Paris, de mieux répondre aux exigences de Reporting et d'amplifier l'ambition climatique des CDN des pays pour contribuer à l'objectif de maintenir la température à moins de 2 degrés. Dans le cadre du projet CBIT-GSP, dix (10) Réseaux Régionaux de Transparence ont été mis en place pour apporter un soutien et encourager la collaboration et l'échange de connaissances Sud-Sud. Le Réseau pour la Transparence Climatique de la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en fait partie.

Le Rapport d'Évaluation des Besoins en Capacités (RCEAN) récapitule les résultats de l'évaluation rapide des besoins en matière de capacités qui a été réalisée pour évaluer le statu quo des systèmes de transparence et les capacités connexes des pays du Réseau Régional MENA à se conformer aux exigences de la CCNUCC et de l'Accord de Paris en matière de Reporting. L'évaluation a été réalisée par le biais d'un sondage en ligne mené du 24 janvier au 29 février 2024. L'évaluation a recueilli les réponses de 14 des 18 pays membres du Réseau Régional MENA. Il s'agit de l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et de la Libye, de l'Afrique du Nord, et du Bahreïn, l'Irak, du Koweït, de l'Égypte, du Soudan, du Liban, de la Jordanie, de la Somalie et du Yémen, du Moyen-Orient.

Dans le cadre de cette enquête, un ensemble de questions ciblées ont été posées, axées sur les cinq principaux domaines clés de la transparence climatique, à savoir l'Inventaire des Gaz à Effet de Serre (GES), le suivi des CDN, les efforts d'Adaptation, les Pertes et Dommages, le Soutien nécessaire et reçu et l'intégration de la dimension de Genre. En outre, l'enquête a porté sur les dispositions institutionnelles relatives au Cadre de Transparence Renforcé (ETF) et aux Systèmes de Mesure, de Reporting et de Vérification (MRV) mis en œuvre dans la région. En outre, le questionnaire portait également sur les différents Rapports de Transparence soumis à la CCNUCC, notamment le Rapport Biennal sur la Transparence (BTR). L'enquête a également évalué le soutien financier et technique déployé par les pays dans le cadre du Renforcement de la Transparence Climatique et du Reporting.

Par conséquent, le présent rapport fournit une analyse des besoins en capacités dans la région, résumant les principales conclusions sur la base des informations communiquées par les pays. Les répondants représentaient principalement des organisations gouvernementales responsables de la coordination des rapports climatiques et des actions de transparence. En outre, le rapport recommande trois priorités principales pour les besoins de renforcement des capacités dans ces pays, qui constitueront une base essentielle à la préparation du Plan de Travail du Réseau Régional MENA pour l'année 2024.

## I. RÉSULTATS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

La présente section donne un aperçu de l'état d'avancement des systèmes de transparence et des capacités d'établissement de rapports au sein du réseau. Il présente l'état général des systèmes de transparence des pays surtout en ce qui concerne leur capacité à préparer et à soumettre des rapports de manière cohérente conformément à l'ETF. En outre, il donne un aperçu des rapports de transparence en cours d'élaboration par les pays de MENA.

### Préférences linguistiques :

Compte tenu de la nature multilingue des pays de la région MENA, il a été demandé aux pays de choisir la langue la plus préférée à utiliser pour la communication officielle, les ateliers, les formations et les webinaires.

Comme le montre la figure ci-dessous, six pays de la région MENA (Iraq, Libye, Soudan, Liban, et Bahreïn et Somalie) ont choisi principalement l'anglais, quatre pays préfèrent l'arabe (Koweït, Égypte, Jordanie et Yémen) et quatre autres pays de l'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Algérie et Mauritanie) ont choisi le français comme langue préférée.

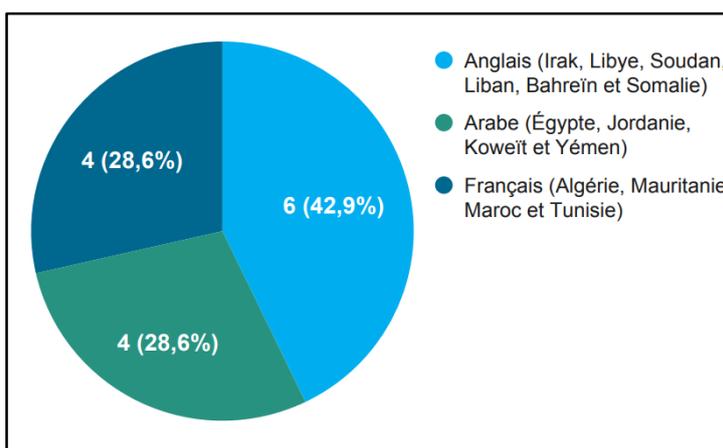


Figure 1. Langue préférée pour la communication et les formations

## 1. Système général de Transparence et état d'avancement des rapports

### 1.1. Rapports soumis à la Convention dans la région

Le tableau 1 ci-après présente les différents rapports présentés au secrétariat de la Convention pour les 18 pays de la région MENA. Ces rapports comprennent les Communications Nationales (NC), les Rapports Biennaux Actualisés (BUR), les Rapports d'Inventaire Nationaux (NIR), les Communications d'Adaptation (NC), les Plans Nationaux d'Adaptation, les Contributions Déterminées au niveau National (NDC) et les Stratégies de Développement à Faible Emission à Long Terme (LT-LEDS). Jusqu'à présent tous les pays ont déjà soumis au moins deux rapports à la CCNUCC sauf la Lybie qui n'a rien soumis jusqu'à présent. En ce qui concerne la CDN qui présente le premier engagement du Pays en faveur de l'objectif mondiale de la limitation du Réchauffement climatique, tous les pays ont soumis leur première CDN, à l'exception de la Lybie

et du Yémen. Le Maroc et Oman sont les seuls pays à avoir soumis des CDN actualisées conformément à la décision 1/CP.21 de la CCNUCC.

Comme le montre le tableau ci-dessous, tous les pays, à l'exception de la Libye, ont présenté au moins une Communication Nationale, seuls six pays ayant présenté leur quatrième rapport : l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. En ce qui concerne les Rapports Biennaux Actualisés, six pays, à savoir Bahreïn, Djibouti, l'Iraq, la Libye, le Soudan et la Syrie, n'ont pas encore soumis de BURs à la CCNUCC, tandis que le Liban a déjà soumis son quatrième BUR, suivi du Maroc et de la Tunisie, avec trois Rapports. Les autres pays (sept pays) ont soumis au moins un BUR, à l'exception de la Jordanie et de la Mauritanie avoir soumis deux. En ce qui concerne les RIN, seuls sept pays ont choisi de les soumettre séparément des BURs.

Concernant les Communications sur l'Adaptation, seuls six pays ont rapporté les efforts d'adaptation entrepris sur leur territoire : le Koweït, le Liban, la Mauritanie, le Maroc, la Somalie et le Soudan. Parmi eux, trois ont développé leurs Plans Nationaux d'Adaptation (Koweït, Maroc et Soudan), tandis que les trois autres ont intégré les mesures d'adaptation dans leurs CDN.

Enfin, conformément au paragraphe 19 de l'article 4 de l'Accord de Paris, seuls trois pays, le Maroc, Oman et la Tunisie, ont présenté leurs stratégies de Développement à Long Terme à Faibles Emissions (LT-LEDS).

Il est essentiel de noter que cinq pays de la région sont classés parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), à savoir la Somalie, le Soudan, le Yémen, la Mauritanie et Djibouti. Ces pays bénéficient des dispositions spéciales en matière de Reporting qui leurs favorisent en raison de leur situation particulière, telle qu'elle est reconnue à la fois par la Convention et par l'Accord de Paris. Cependant, malgré les dispositions spéciales offertes à ces pays, la Mauritanie a déjà soumis quatre CNs et deux BURs.

Pays	CN	BUR	NIR	CA	PNA	CDN	LT-LEDS
Algérie	3	1	3	-	-	1	-
Bahreïn	3	-	-	-	-	1	-
Djibouti	3	-	-	-	-	1	-
Égypte	3	1	1	-	-	1	-
Irak	1	-	-	-	-	1	-
Jordanie	4	2	-	-	-	1	-
Koweït	2	1	1	1	1	1	-
Liban	4	4	3	1	-	1	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	4	2	2	1	-	1	-
Maroc	4	3	-	1	1	2	1
Oman	2	1	-	-	-	2	1
Arabie Saoudite	4	1	-	-	-	1	-
Somalie	1	1	-	1	-	1	-
Soudan	2	-	-	1	1	1	-
Syrie	1	-	1	-	-	1	-
Tunisie	4	3	1	-	-	1	1
Yémen	3	1	-	-	-	-	-

Tableau 1. Rapports soumis à la CCNUCC dans la région MENA

## 1.2. Rapport de Transparence en cours de préparation

Le tableau ci-dessous résume tous les rapports de la Transparence en cours d'élaboration dans les quatorze pays qui ont répondu à l'enquête. À l'exception de la Libye, tous les pays ont au moins une Communication Nationale, dix d'entre eux préparent actuellement des Communications Nationales actualisées, bien que six d'entre eux soient déjà en train de préparer leur cinquième Communication Nationale, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie, le Liban et la Tunisie, tandis que la Somalie vient d'initier l'élaboration de son premier rapport.

En ce qui concerne les rapports biennaux actualisés, les pays se situent plus ou moins au même stade, trois d'entre eux (Bahreïn, l'Iraq et le Soudan) préparant leur premier Rapport Biennal Actualisé et le Yémen préparant son second. Il s'agit de répondre aux exigences de l'ETF, qui stipule que tous les pays en développement qui n'ont jamais soumis de BUR doivent soumettre leur premier rapport avant décembre 2024.

Dans le même ordre d'idées, et afin de respecter l'engagement en vertu de l'article 13 de l'Accord de Paris, neuf pays sur quatorze ont déjà reçu des fonds pour entamer le processus d'élaboration de leur premier rapport BTR et la Somalie qui a déjà demandé des fonds au FEM. Hormis quatre pays qui n'ont pas encore entamé les préparatifs, notamment le Koweït, la Libye, le Soudan et le Yémen. Le tableau ci-dessous indique les projets en cours et ceux pour lesquels un financement du FEM a été approuvé ou demandé.

Pays	NC	BUR	BTR	Agence d'exécution
Algérie	4	-	1-2	PNUD
Bahreïn	-	1	1	PNUE
Égypte	4-5	-	1-2	PNUD
Irak	2	1	1	PNUE
Jordanie	5	-	1-2	PNUD
Koweït	-	-	-	-
Liban	5	-	1-2	PNUD
Libye	-	-	-	-
Mauritanie	5	-	1	PNUE
Maroc	5	-	1	PNUD
Somalie	1	-	1	PNUD
Soudan	3	1	-	PNUD
Tunisie	5	-	1-2	PNUD
Yémen	4	2	-	PNUD
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	-

Tableau 2. Rapports en cours d'élaboration (nombre de rapports soumis)

## 1.3. Système général de Transparence

L'état général des Systèmes de Transparence des pays, nécessaire à la préparation et à la soumission continues de rapports conformément au Cadre de Transparence Renforcé, varie

d'un pays à un autre. Neuf pays (Algérie, Maroc, Mauritanie, Liban, Bahreïn, Jordanie, Tunisie, Soudan et Somalie) ont estimé que leurs systèmes de transparence étaient « équitables », indiquant qu'ils avaient été mis en place mais qu'ils devaient être améliorés de manière significative. D'autre part, quatre pays (Iraq, Libye, Koweït et Yémen) ont affirmé que leurs Systèmes de Transparence sont « faibles », ce qui signifie soit qu'ils ne sont pas établis, soit qu'ils en sont aux premiers stades de développement. L'Égypte est le seul pays qui a défini le statut national global du Système de Transparence de l'ETF comme « satisfaisant », ce qui signifie que le Système de Transparence est pleinement établi et ne nécessite que des améliorations mineures.

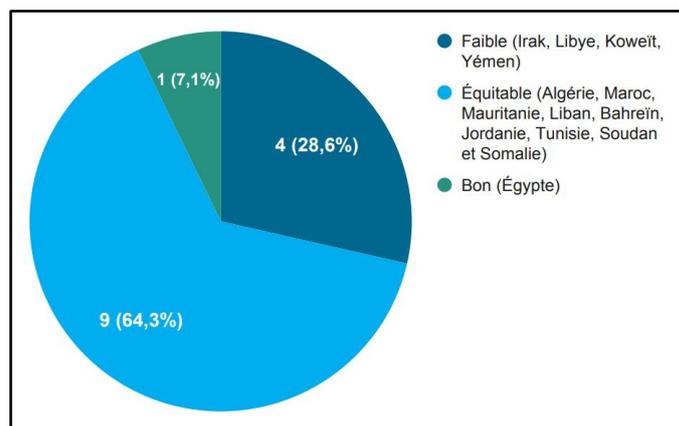


Figure 2. Etat général des Systèmes de Transparence dans la région MENA

#### 1.4. Arrangements institutionnels en matière de Transparence

En ce qui concerne les arrangements institutionnels pour la Transparence (y compris des rôles clairement définis, des protocoles d'accord, des accords de partage de données, etc.), six pays (Mauritanie, Liban, Koweït, Égypte, Jordanie et Somalie) ont estimé que leurs arrangements institutionnels étaient « équitables », ce qui signifie qu'ils sont établis et nécessitent des améliorations majeures. Trois pays (Maroc, Tunisie et Bahreïn) ont noté que leurs arrangements institutionnels étaient avancés (les arrangements institutionnels sont pleinement établis et ne nécessitent que des améliorations mineures). Seuls trois pays, notamment l'Irak, la Libye et le Soudan, ont attesté que leurs arrangements institutionnels ne sont pas encore établis ou qu'ils n'en sont qu'à leurs débuts « très faibles ». L'Algérie et le Yémen (14,3 %) ont indiqué que les arrangements institutionnels actuellement en place ne couvrent pas tous les domaines requis par l'ETF. Il est à noter qu'aucun pays n'a indiqué avoir mis en place des dispositifs institutionnels très avancés. La figure 4 ci-dessous présente les résultats de l'analyse en ce qui concerne les dispositions institutionnelles pour la Transparence dans la région MENA.

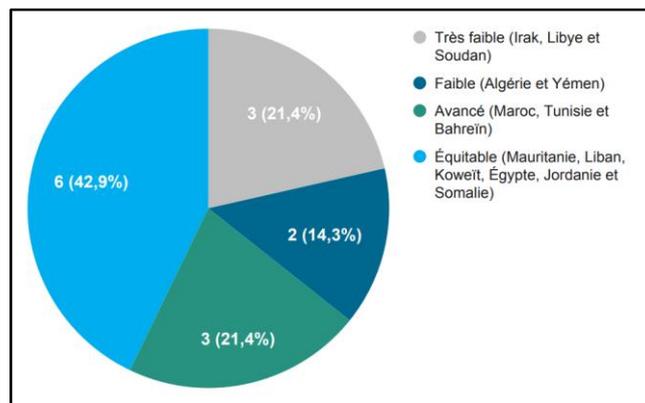


Figure 3. État général des arrangements institutionnels relatifs au Système de Transparence

### 1.5. Résultats des systèmes de transparence pour l'élaboration des politiques nationales

Comme le montre la figure ci-dessous, la majorité des pays (neuf pays sur 14) ont confirmé d'avoir utilisé les résultats de leurs Systèmes de Transparence dans les processus d'élaboration des politiques publiques, notamment l'Iraq, le Soudan, le Maroc, le Liban, la Tunisie, le Koweït, l'Égypte, Bahreïn et la Jordanie. Certains d'entre eux ont confirmé que les résultats des Rapports de Transparence, des Communications Nationales, des BURs et/ou des Inventaires des GES ont contribué aux politiques publiques ainsi qu'aux CDN et à leurs révisions, en particulier certains pays ont également mentionné les stratégies de décarbonation LT-LEDS (Maroc et Bahreïn). De même, le Soudan a souligné que les résultats des Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National (NAMAs) ont été utilisés pour mettre en œuvre la politique nationale de lutte contre le changement climatique, la CDN, ainsi que pour la préparation de propositions de financement pour plusieurs projets soumis aux donateurs internationaux. La Tunisie est le seul pays à avoir témoigné que sa plateforme MRV sera en mesure de soutenir les rapports BTR et les Rapports Nationaux d'Inventaire, et qu'elle intégrera la composante de suivi des politiques dans le cadre du renforcement de cette plateforme MRV existante.

Cependant, cinq pays (Libye, Yémen, Algérie, Mauritanie et Somalie) ont déclaré que les résultats des Systèmes de Transparence n'ont jamais été utilisés dans les processus de politiques publiques, ce qui est dans une certaine mesure logique, compte tenu de l'immaturité des systèmes actuellement en place dans ces pays, comme nous l'avons déjà aperçu en ce qui concerne le Reporting à la CCNUCC.

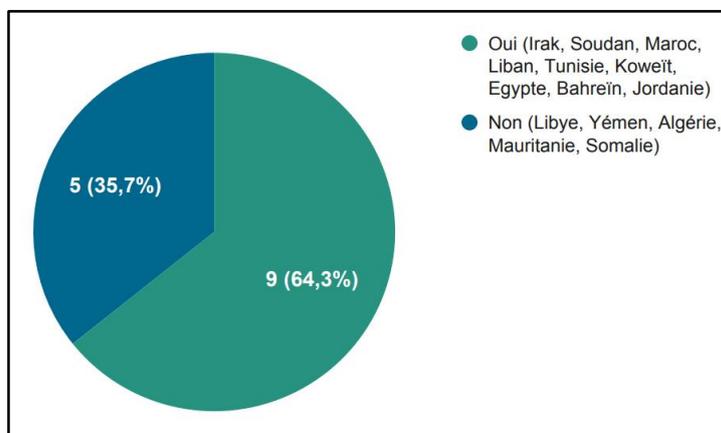


Figure 4. Utilisation des résultats des Systèmes de Transparence dans les processus d'élaboration des politiques nationales

## 1.6. Disponibilité d'une ou plusieurs Plateformes MRV en ligne dans la région

Selon les réactions des pays, plus de la moitié (57 %) ont confirmé l'absence de Système(s) MRV en ligne (Iraq, Libye, Soudan, Yémen, Algérie, Mauritanie, Koweït et Somalie). Bien que quatre pays aient déclaré que le(s) Système(s) est(sont) toujours en cours de développement (Maroc, Liban, Égypte et Bahreïn), seuls deux pays, la Tunisie et la Jordanie, ont confirmé la disponibilité de la(des) Plateforme(s) MRV.

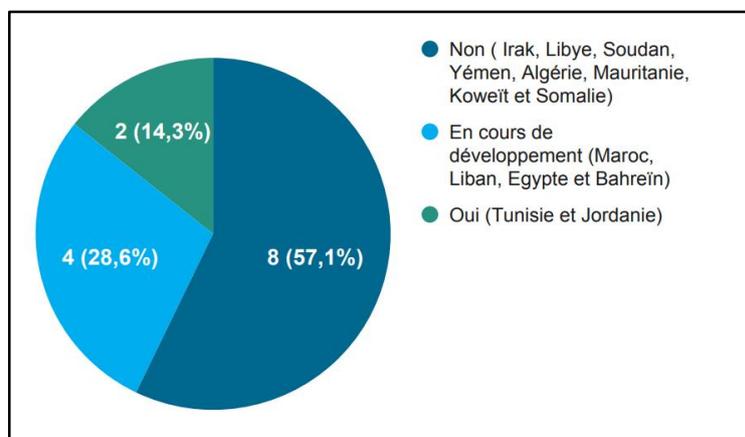


Figure 5. Disponibilité d'une ou de plusieurs Plateformes MRV en ligne dans la région

Il est important de mentionner que tous ces pays ont confirmé la disponibilité d'un seul Système MRV national intégré. Seule la Jordanie affirmant l'existence de plusieurs MRV thématiques, dont l'énergie reste le plus mature.

En ce qui concerne les domaines de Transparence couverts par ces Systèmes MRV en ligne disponibles ou en cours de développement (figure 7), seuls trois pays (Tunisie, Jordanie et Maroc) ont indiqué que leurs Plateformes couvrent trois domaines, notamment l'Inventaire des GES, le Suivi des actions des CDN et le Soutien nécessaire et reçu (financier, renforcement des capacités et transfert de technologie). Cependant, pour le Liban, le Système ne couvre que le suivi des CDN. Tant dis que pour l'Égypte et Bahreïn, aucun des domaines mentionnés n'est couvert en ce moment. Il convient également de noter que la Mauritanie est en train d'établir un MRV sectorielle pour l'Inventaire des GES (pas en ligne).

Malheureusement, aucun Système MRV de la région ne tient encore compte l'Adaptation et les Impacts, ainsi que les Pertes et Dommages.

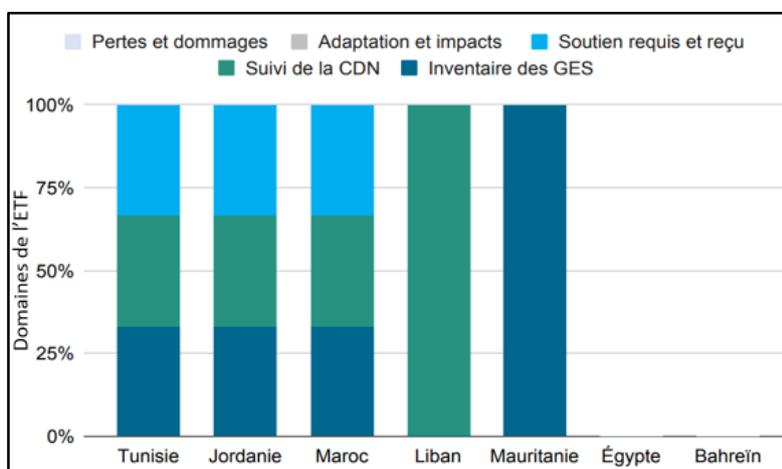


Figure 6. Domaines de Transparence couverts par le(s) système(s) MRV

## 2. Soutien reçu et bonnes pratiques et enseignements tirés en matière de Transparence

Cette session présente les différents types de soutien reçus par les pays en termes de Transparence climatique, y compris celui considéré comme le plus utile. En outre, il présente les meilleures pratiques et les enseignements tirés en matière de Transparence que les pays peuvent partager avec les autres membres du réseau, ainsi que les domaines dans lesquels ils cherchent à tirer des enseignements des expériences des autres pays.

### 2.1. Soutien reçu pour la Transparence

Hormis la Libye, tous les pays ont déclaré être en train de recevoir un soutien financier et technique pour le renforcement de la Transparence. La plupart des pays ont confirmé avoir reçu l'appui du **FEM** avec ses agents d'exécution (**PNUE et PNUD**) pour la préparation des CNs, des BURs et des BTRs. Le Maroc, le Liban et la Tunisie ont mentionné qu'ils ont également des **projets** nationaux de **CBIT** (voir tableau ci-dessous). En outre, trois pays ont indiqué avoir reçu le soutien d'autres organisations, telles que l'**ICAT**, qui soutient (1) la mise en œuvre d'un Système MRV pour les secteurs de l'énergie et des transports, ainsi que des arrangements institutionnels et des outils de suivi des CDN au Soudan, (2) un projet au Maroc pour le suivi des flux financiers climatiques et (3) la mise en œuvre d'un Système de Transparence en Algérie. Le **PATPA** apporte également un soutien au Liban par le biais du projet « Discussions techniques et échange sur les négociations et la Transparence », également la Mauritanie reçoit un soutien du **PNUD** dans le cadre de « **Climate Promise** ».

La coopération bilatérale a été aussi mentionnée par Bahreïn avec la **GIZ** et l'Égypte qui a affirmé le soutien de la **Banque mondiale** et de la **GIZ** pour la mise en œuvre du Système de transparence numérique. Le tableau ci-dessous présente les projets nationaux de CBIT en cours de mise en œuvre dans la région MENA.

Pays	Projet CBIT	Agence du FEM	ID projet
Liban	Mise en place du Cadre de Transparence du Liban	PNUD	9925
Maroc	Élaboration d'un Cadre intégré de Transparence pour la planification et le suivi des CDN	PNUD	10004
Mauritanie	Renforcement de la capacité nationale de la Mauritanie pour la Transparence et le Reporting climatique	PNUE	10428
Soudan	Renforcement des capacités pour la Transparence au Soudan	PNUD	10479
Tunisie	Renforcement du Cadre de Transparence des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de la Tunisie	PNUD	10595

Tableau 3. Projets CBIT en cours de mise en œuvre dans la région MENA

En ce qui concerne l'appui reçu, considéré comme le plus utile, cinq pays ont reconnu que l'**appui du FEM dans la préparation des CNs et BURs était le plus utile**, et il s'agit de l'Iraq, du

Soudan, du Maroc, de l'Algérie et de la Jordanie. D'autres pays ont mentionné différentes expériences, notamment la Mauritanie, qui a estimé que la formation d'experts nationaux sur le logiciel IPCC2006, GACMO avec « Climate Promise » du PNUD était la plus bénéfique pour le pays en termes de Transparence. L'Égypte a évoqué le projet **MRV Africa**, financé par la **DG Clima Action de la Commission Européenne**, avec son appui pour la mise en place de la structure du Système MRV, en mettant l'accent sur l'analyse du secteur des déchets.

## 2.2. Bonnes pratiques et enseignements à partager avec d'autres pays

Comme le montre le tableau ci-dessous, seuls cinq pays ont manifesté leur intérêt à partager leurs bonnes expériences avec d'autres pays.

Pays	Bonnes pratiques et/ou enseignements tirés
Maroc	SNE-GES, la Plateforme MRV Nationale en ligne, le cadre de gouvernance (arrangements institutionnelles et réglementaires)
Mauritanie	Arrangements institutionnels (unités sectorielles de Transparence)
Tunisie	Le système de Transparence, la Plateforme MRV Nationale en ligne, les arrangements institutionnels
Bahreïn	Engagement des parties prenantes
Soudan	Processus de préparation des CNS

Tableau 4. Bonnes pratiques et/ou leçons apprises à partager

En ce qui concerne les enseignements tirés d'autres pays, tous les pays ont exprimé leur intérêt à tirer profit des connaissances sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de d'autres membres du réseau. Le tableau 5 met en évidence les principaux domaines d'apprentissage identifiés par les pays, qui comprennent le suivi et l'évaluation de l'adaptation et de l'impact, le suivi des actions des CDN, le suivi des flux financiers climatique, les Systèmes MRV en ligne et les arrangements institutionnels. Certains pays ont également mentionné l'intérêt pour les éléments du Cadre de Transparence Renforcé, les projections de GES et la collecte de données. Il est très important de noter que trois pays, à savoir l'Algérie, l'Iraq et le Koweït, souhaitent en savoir plus sur tous les domaines liés à la Transparence.

Domaine	Pays intéressés
Suivi et évaluation de l'Adaptation et des impacts / indicateurs	Iraq, Libye, Algérie, Tunisie, Koweït, Maroc
Suivi NDC	Iraq, Mauritanie, Algérie, Liban, Jordanie, Koweït
Suivi des flux financiers climatique	Iraq, Algérie, Maroc, Liban, Tunisie, Koweït
Systèmes MRV/Plateformes en ligne	Iraq, Algérie, Yémen, Liban, Koweït, Égypte, Bahreïn

<b>Arrangements institutionnelles et réglementaires de l'ETF</b>	Iraq, Soudan, Algérie, Yémen, Koweït
<b>Mécanisme/Système ETF</b>	Iraq, Koweït, Algérie
<b>Projections des émissions en GES</b>	Iraq, Libye, Algérie, Jordanie, Koweït
<b>Collecte/Gestion des données</b>	Iraq, Soudan, Algérie, Koweït
<b>Inventaire des GES</b>	Libye, Iraq, Algérie, Soudan, Koweït
<b>Mobilisation du financement climatiques</b>	Libye, Somalie

Tableau 5. Principaux domaines d'apprentissage identifiés par les pays

### 3. Mise en œuvre de l'ETF et préparation du BTR

Cette section évalue l'état de préparation des pays à la mise en œuvre du Cadre de Transparence Renforcée (ETF). Elle examine leur familiarité avec ce cadre, les progrès réalisés dans la préparation du premier Rapport Biennal de Transparence (RBT) et les défis qu'ils rencontrent. L'évaluation est basée sur les retours des pays.

#### 3.1. Familiarité des pays avec les dispositions relatives à l'ETF/BTR

Neuf pays (64,3 %) ont indiqué leur familiarité avec le cadre de transparence renforcé et ses exigences en matière de rapports, y compris les formats de rapport. Cependant, quatre pays ont exprimé une connaissance limitée, en particulier la Mauritanie, la Libye et la Somalie. Il est intéressant de noter que l'Algérie est le seul pays à affirmer sa forte familiarité avec le cadre.

Les réponses de la majorité des répondants reflètent leurs expériences personnelles plutôt que celles des pays dans leur ensemble. Plusieurs d'entre eux sont activement engagés dans la transparence et les projets relatifs au Reporting au niveau national. Ce sont également des négociateurs de la CCNUCC, et certains d'entre eux ont confirmé qu'ils avaient suivi plusieurs cours de formation dans ce domaine, mais aucun d'entre eux n'a mentionné sa connaissance des outils de Reporting de l'ETF de la CCNUCC (les Tableaux Communs de Reporting (CRT) et le Format Tabulaire Commun (CTF)).

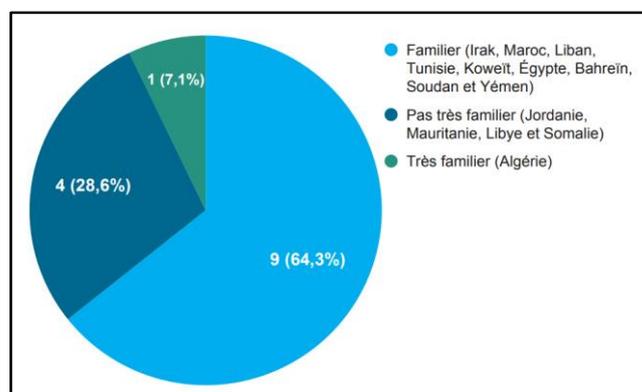


Figure 7. Familiarité des pays avec les dispositions relatives à l'ETF/BTR

### 3.2. Stade de préparation du premier BTR

Pour l'élaboration du premier rapport BTR, neuf des quatorze pays ont confirmé que le financement avait été approuvé par le FEM, dont quatre (Bahreïn, Maroc, Liban et Tunisie) ont déjà commencé la préparation de leur rapport BTR. La Somalie a déjà demandé un financement au FEM et attendent toujours l'approbation de son projet. Seuls quatre pays de la région (Libye, Soudan, Yémen et Koweït) ont indiqué qu'aucune mesure n'avait encore été prise. Le Yémen, quant à lui, a indiqué d'avoir l'intention de développer le deuxième BUR et la quatrième CN en tant que point d'entrée pour la BTR.

Comme on l'a déjà dit, la Somalie, le Soudan, le Yémen et la Mauritanie sont classés parmi les PMA. Cela implique qu'ils bénéficient des dispositions de flexibilité du MPG qui sont fournies aux PMA et aux PEID concernant la soumission de leurs premiers BTR, ceci dit que la date limite du 31 décembre 2024 ne s'applique pas à ces pays. Cependant, malgré ces flexibilités offertes à ces pays, La Mauritanie a déjà obtenu l'approbation du financement, et la Somalie a déjà sollicité le soutien du FEM pour entamer la préparation de son premier BTR.

Le tableau 6 ci-dessous montre les différentes démarches entreprises par les pays en ce qui concerne la préparation de leurs rapports BTR.

Pour ce projet, le PNUD est l'Agence d'exécution du FEM, avec le PNUE pour quelques autres pays, tels que l'Iraq et la Mauritanie.

Mesures prises	Pays
Une feuille de route du BTR ou un plan dédié a été développé	Liban, Maroc, Tunisie
Un financement a été sollicité auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la préparation du premier BTR	Somalie
Un financement a été approuvé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Algérie, Mauritanie, Irak, Égypte, Jordanie
La mise en œuvre et la préparation du BTR ont commencé	Maroc, Liban, Tunisie, Bahreïn
Aucune démarche n'a encore été entreprise	Libye, Soudan, Yémen, Koweït

Tableau 6. Stade de préparation du premier BTR

### 3.3. Défis de la mise en œuvre de l'ETF

Comme l'indiquent leurs réponses à l'enquête, la plupart des pays ont mis en évidence trois grands défis auxquels ils sont confrontés dans la mise en œuvre du Cadre de Transparence Renforcé, à savoir :

- Capacités humaines et techniques et expertise locale limitées en matière de Transparence.
- Des arrangements institutionnelles/réglementaires inadéquates pour garantir l'engagement et l'appropriation des parties prenantes.
- Collecte, disponibilité et fiabilité des données.

Certains pays (Bahreïn, Koweït, Iraq) ont souligné l'absence d'un mécanisme de Transparence durable, tel que les Systèmes MRV. D'autres ont également évoqué le manque de ressources financières et la mobilisation de fonds pour le climat (Jordanie, Égypte et Somalie). Tandis que le Soudan a reflété les difficultés d'analyse des efforts d'atténuation. En outre, la Tunisie a ajouté deux défis majeurs, (i) en termes de suivi des actions d'adaptation et des flux financiers, ainsi que (ii) l'absence d'indicateurs climatiques dans le budget national ou ce qu'on appelle le budget sensible au climat.

Défis de la mise en œuvre de l'ETF	Pays
Manque de capacités techniques et humaines/ expertise locale	Iraq, Algérie, Mauritanie, Liban, Égypte, Somalie, Soudan, Yémen
Arrangements institutionnels / Manque d'appropriation et d'engagement des parties prenantes	Iraq, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Mauritanie, Liban, Soudan, Yémen
Collecte, disponibilité et fiabilité des données	Iraq, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Mauritanie, Liban, Soudan, Koweït
Système ETF/MRV durable	Bahreïn, Koweït, Iraq
Mobilisation du financement climatique	Jordanie, Égypte, Somalie
Analyse des mesures d'atténuation des GES	Soudan
Suivi de l'adaptation et des flux financiers climatiques	Tunisie
Absence d'indicateurs liés au climat dans le budget public (budget sensible au climat)	Tunisie

Tableau 7. Défis majeurs pour la mise en œuvre de l'ETF dans la région

### 3.4. Solutions potentielles aux défis rencontrés

Les participants de divers pays ont suggéré les solutions suivantes pour surmonter les défis évoqués précédemment :

- Le renforcement des capacités en ce qui concerne les exigences des ETF/MPG et tous les domaines de Reporting, en particulier les modèles de CTF et de CRT, la gestion et le calcul des données (inventaire des GES et efforts d'atténuation/adaptation), ainsi que la mobilisation de la finance climat.
- La mise en place d'un cadre de gouvernance solide pour la Transparence, par le biais d'arrangements institutionnels et réglementaires en matière de procédures et de responsabilités.
- La mise en œuvre de systèmes MRV intégrés pour la collecte, la gestion, l'actualisation et l'analyse des données relatives à l'inventaire des GES, au suivi des mesures d'atténuation et d'adaptation, et au soutien reçu et nécessaire, en particulier en ce qui concerne les flux financiers climatiques.
- La mobilisation de l'appui technique des organisations internationales.

- La mobilisation d'un soutien financier pour la mise en œuvre du cadre de Transparence par le biais de la coopération internationale et bilatérale et de ressources domestiques.
- Échanger des expériences et des bonnes pratiques avec d'autres pays / via des plateformes de partage des connaissances.

## 4. Évaluation des capacités liées aux domaines de Reporting de l'ETF

La présente section présente une évaluation des arrangements institutionnels et des capacités techniques des pays en rapport avec chacun des quatre domaines de Reporting de l'ETF : Inventaire des GES, suivi des CDN, Adaptation et impacts, Pertes et Dommages, ainsi que le Soutien nécessaire et reçu.

### 4.1. Arrangement institutionnel pour les domaines de Reporting de l'ETF

Dans le cadre de cette enquête, les pays ont évalué leurs arrangements institutionnels (AI) concernant les quatre domaines de rapport de l'ETF, selon les catégories suivantes: « Avancé » (les arrangements institutionnels sont entièrement opérationnels); « Bon » (les arrangements institutionnels sont établis et nécessitent quelques améliorations); « Équitable » (les arrangements institutionnels sont établis et nécessitent beaucoup d'améliorations); « Faible » (besoin d'un soutien considérable); ou « Absent » (soutien très important nécessaire). Dans l'ensemble, les pays ont fourni l'évaluation suivante de leurs dispositions institutionnelles pour les domaines couverts par l'ETF (pour plus d'informations, voir la figure ci-dessous et l'annexe2) :

- **Inventaire des GES** : Six pays ont estimé que leurs arrangements institutionnels pour le domaine de l'inventaire des GES étaient « faibles ». En outre, quatre pays ont classé leur arrangements comme « bons », l'Égypte étant le seul pays à l'évaluer comme « avancée ». Cependant, la Somalie a indiqué l'absence du cadre institutionnel pour ce domaine au niveau national.
- **Suivi des CDN** : Cinq pays ont évalué leur AI pour le suivi des CDN comme étant « faibles » et quatre comme étant « bonnes », avec Bahreïn le seul pays qui est « avancé ». Cependant, la Libye et la Somalie ont indiqué que leur AI pour ce domaine est « absente ».
- **Adaptation et impacts** : Huit pays ont classé les AI comme « faibles » pour ce domaine, trois comme « équitables » et deux comme « bon » (Égypte et Jordanie). Sans compter que Bahreïn est le seul pays qui l'a évalué comme « Avancé ».
- **Pertes et dommages** : Pour ce domaine, sept pays ont noté « faible » avec seulement deux pays, l'Égypte et la Jordanie comme « Bons » et Bahreïn comme « Avancé ». En outre, le Soudan, le Yémen et la Somalie ont indiqué que leurs IA sont « absents ».
- **Soutien nécessaire et reçu** : Cinq pays ont noté « équitable » et le même nombre comme « faible », avec seulement deux pays comme « bon » (Égypte et Jordanie) ainsi que « absent » au Yémen et en Somalie.

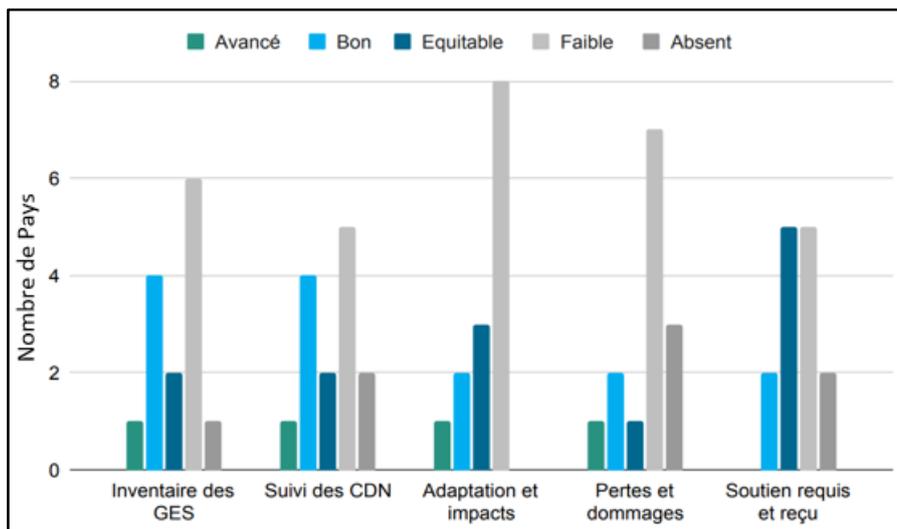


Figure 8. Évaluation des arrangements institutionnels pour les domaines de l'ETF

#### 4.2. Capacités techniques pour les domaines de Reporting de l'ETF

Autant que pour l'évaluation des arrangements institutionnels, les pays ont été invités à évaluer leurs Capacités Techniques (CT) dans chacun des domaines de l'ETF en utilisant l'échelle suivante : « avancées » (aucun soutien nécessaire); « bonnes » (faible soutien nécessaire); « équitables » (un certain soutien est nécessaire); « faibles » (soutien considérable nécessaire); ou « absentes » (soutien majeur nécessaire). Ci-dessous, les réactions des pays (pour plus d'informations, voir la figure ci-dessous et l'annexe 3) :

- **Inventaire des GES** : Six pays ont évalué leurs Capacités Techniques pour le domaine de l'Inventaire comme étant « équitables ». En outre, quatre pays ont classé leur CT comme étant « faibles », l'Égypte et le Maroc étant les seuls pays à l'évaluer comme étant « bonnes ». Cependant, la Somalie et la Tunisie ont indiqué que leur CT pour ce domaine sont « absentes ».
- **Suivi des CDN** : Sept pays ont noté leurs Capacités Techniques pour le suivi des CDN comme « équitables » et quatre (Libye, Soudan, Tunisie et Somalie) comme « absentes », Bahreïn étant le seul pays les avoir évalués comme « bonnes ».
- **Adaptation et impacts** : Six pays ont classé leurs Capacités Techniques comme « faibles » pour ce domaine, cinq comme « équitables » et deux comme « bonnes » (Égypte et Bahreïn). Sans compter que la Tunisie est le seul pays à les avoir évalué comme « Avancées ».
- **Pertes et dommages** : Pour ce domaine, six pays ont noté leurs CT comme « équitables », quatre « faibles » et seule la Tunisie comme « avancées ». De plus, le Soudan, le Yémen et la Somalie ont indiqué que leur CT sont « absentes ».
- **Soutien nécessaire et reçu** : Six pays ont noté « équitables » et cinq ont noté « faibles », avec seulement l'Égypte comme « bonnes », et « absentes » pour la Tunisie et la Somalie.

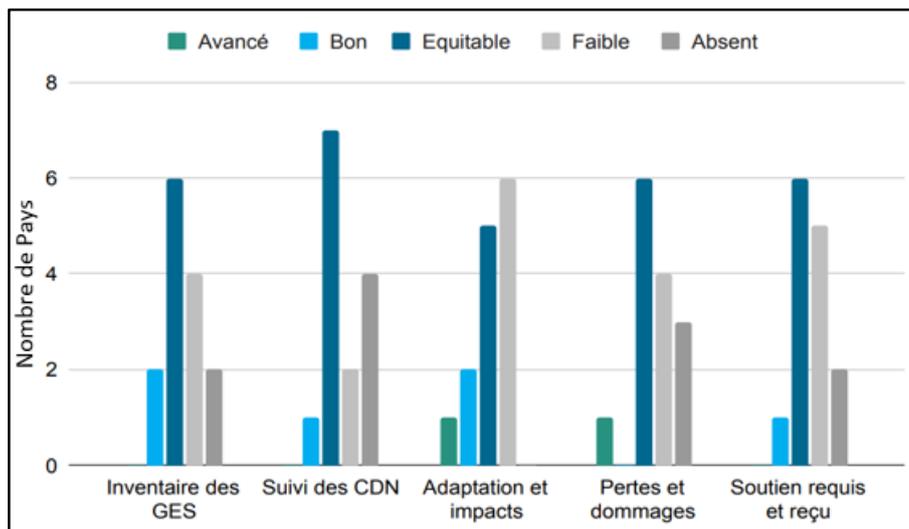


Figure 9. Évaluation des capacités techniques pour les domaines de Reporting de l'ETF

## 5. Capacités techniques spécifiques liées aux Inventaires de GES

Cette section présente les capacités techniques des pays en matière d'Inventaires des GES, conformément à l'analyse des résultats de l'enquête, avec un focus sur les principaux aspects tels que l'utilisation des lignes directrices du GIEC, le logiciel GIEC, l'existence de procédures Assurance Qualité / Contrôle Qualité (AQ/CQ).

### 5.1. Utilisation des lignes directrices du GIEC

Comme indiqué dans la figure ci-dessous, la grande majorité des pays (86 %) confirment utiliser les lignes directrices de 2006 du GIEC pour calculer leurs inventaires des GES. Seule la Tunisie intègre parfois la version 2019 des lignes directrices du GIEC. Cependant, la Somalie déclare ne les avoir jamais utilisés.

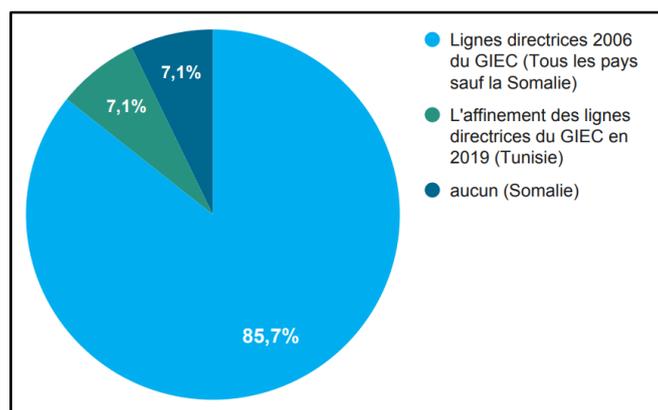


Figure 10. Lignes directrices du GIEC utilisées par les pays de la région MENA

### 5.2. Utilisation du logiciel d'Inventaire du GIEC

En ce qui concerne l'utilisation du logiciel d'Inventaire du GIEC (fig. 11), onze pays (78,6 %) confirment l'utiliser pour leurs estimations d'inventaire, l'Iraq faisant état d'une utilisation partielle. Toutefois, deux pays, la Libye et la Somalie, n'y ont jamais eu recours auparavant.

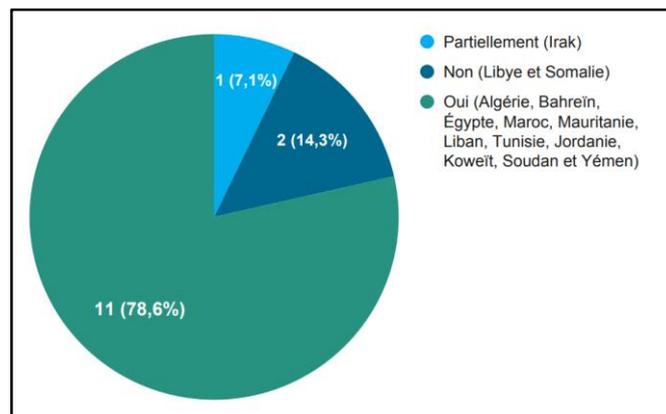


Figure 11. Utilisation du logiciel d'Inventaire du GIEC

### 5.3. Procédures d'AQ/CQ en place

43 % des pays ont confirmé l'absence de procédures d'Assurance Qualité/Contrôle Qualité (AQ/CQ) pour leurs inventaires de GES, tandis que seulement 28,6 % ont signalé leur existence, incluant l'Algérie, le Maroc, le Liban et la Tunisie. Le même nombre de pays (Iraq, Koweït, Égypte et Bahreïn) ont déclaré que bien que ces systèmes sont déjà établis dans leur pays, ils ne sont pas encore opérationnels.

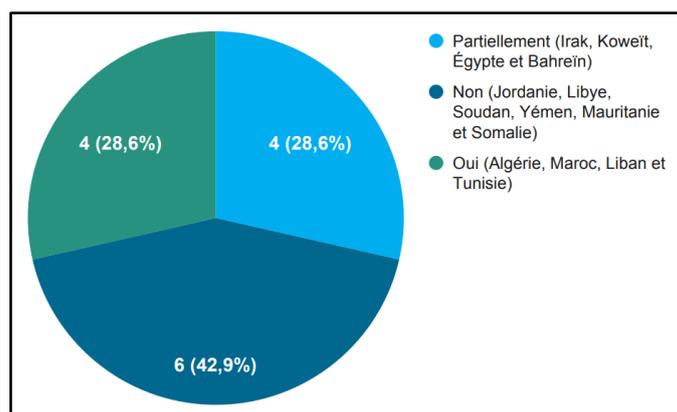


Figure 12. Procédures d'AQ/CQ en place dans la région MENA

## 6. Capacités techniques spécifiques liées au suivi des CDN

Cette section du rapport présente les capacités techniques des pays en matière de suivi des CDN. Il souligne également leur utilisation et leur connaissance des outils de modélisation, ainsi que la présence d'indicateurs nationaux de CDN pour le suivi de ses progrès.

### 6.1. Outils de modélisation utilisés pour l'élaboration des projections des CDN et des GES

Dans la région MENA, la majorité (71,4 %) des pays évalués ont affirmé l'utilisation du LEAP comme outil de modélisation pour les projections des scénarios dans la préparation de leurs CDN. Le Yémen a exprimé son intérêt à utiliser le LEAP pour sa première CDN. Le Koweït est notamment le seul pays à avoir opté pour TIMES (le Système Intégré MARKAL-EFOM).

Cependant, 21,4 % des pays n'ont jamais utilisé d'outil de modélisation pour la préparation de leurs CDN, notamment Bahreïn, la Somalie et la Libye, qui n'a pas encore soumis de CDN.

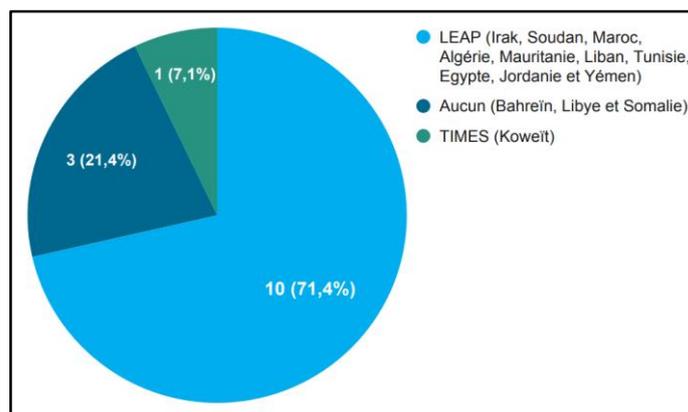


Figure 13. Outils de modélisation des CDN dans la région MENA

## 6.2. Familiarité des pays avec les outils de modélisation

La majorité des pays (64,3 %) ont déclaré que leur personnel technique connaissait mal les outils de modélisation utilisés pour établir leurs projections relatives aux CDN et aux GES. Seuls 35,7 % des pays ont indiqué que leur personnel technique connaissait ces outils, et aucun n'a indiqué un niveau élevé de familiarité « Très familier ». Cela met en évidence un besoin important de soutien dans le cadre du projet CBIT-GSP, en particulier pour le LEAP, qui a déjà été choisi par la majorité des pays. (Voir figure 14).

La plupart des pays (64,3 %) ont signalé une faible familiarité de leur personnel technique avec les outils de modélisation utilisés pour établir les projections relatives aux CDN et aux GES. Seuls 35,7 % des pays ont déclaré la familiarité de leur personnel technique avec ces outils, et aucun n'a mentionné une connaissance avancée "Très familier". Cela souligne un besoin significatif de soutien dans le cadre du projet CBIT-GSP, notamment pour le LEAP, déjà choisi par la majorité des pays (voir figure 14).

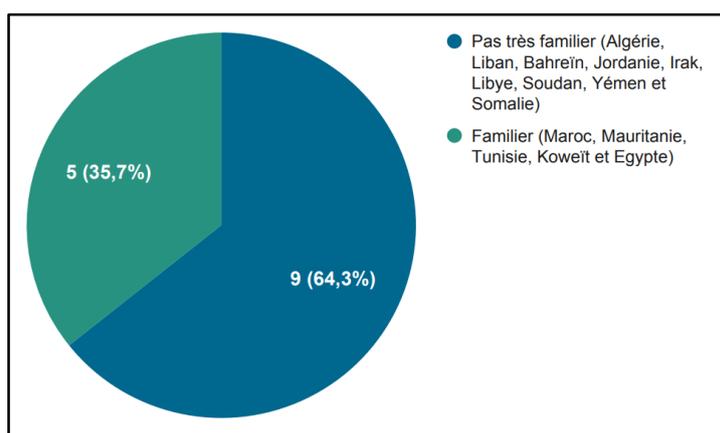


Figure 14. Familiarité des pays avec les outils de modélisation

## 6.3. Indicateurs pour le suivi NDC

En ce qui concerne la disponibilité d'indicateurs nationaux pour le suivi des CDN dans la région MENA, comme le montre la figure 15, selon la figure 15, 50 % des pays n'ont pas encore établi d'indicateurs pour suivre les progrès dans la mise en œuvre et la réalisation de leurs CDN. En

outre, 28,6 % ont partiellement identifié des indicateurs pertinents et travaillent encore sur cette question, notamment le Liban qui développe actuellement ces indicateurs dans le cadre du projet national CBIT, l'Égypte qui mène une étude sur l'outil de suivi des NDC et le Koweït. Cependant, la Tunisie, le Bahreïn et la Jordanie sont les seuls pays ayant déjà identifié des indicateurs pour leurs CDN.

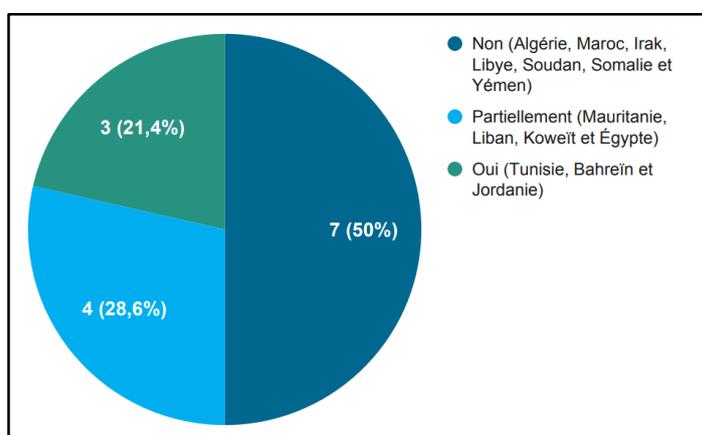


Figure 15. Disponibilité des indicateurs de suivi des CDN dans la région MENA

## 7. Capacités techniques spécifiques liées à l'Adaptation, aux Impacts et aux Pertes et Dommages

La présente section examine les approches, méthodologies et outils utilisés par les pays pour évaluer les impacts, les risques et les vulnérabilités liés aux changements climatiques. Elle évalue également la mise en place de systèmes nationaux de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des mesures d'adaptation, ainsi que l'état d'avancement des Plans Nationaux d'Adaptation et des Communications sur l'Adaptation. En outre, cette partie évalue les résultats concernant la capacité des pays à évaluer leurs pertes et dommages.

### 7.1. Approches, méthodologies et outils utilisés pour évaluer les impacts, les risques et les vulnérabilités au changement climatique dans la région MENA

Dans la région, la plupart des pays ne procèdent pas vraiment d'approche bien définie pour évaluer les impacts, les risques et les vulnérabilités aux changements climatiques, seuls trois pays citant les méthodologies du GIEC, notamment le Maroc, l'Égypte et le Liban, qui utilisent les données climatiques de l'ESCWA. Outre l'imagerie satellitaire, l'approche socio-économique, l'approche des risques majeurs citée par l'Algérie et l'Égypte. Certains pays ont évoqué le [Processus des plans nationaux d'adaptation \(Groupe d'experts des PMA de décembre 2012\)](#), qui permet aux pays d'évaluer leurs facteurs de vulnérabilité et de prendre en compte les risques liés aux changements climatiques, notamment l'Iraq, la Mauritanie, la Tunisie et le Soudan. Le Soudan a également mis en avant l'approche participative de tous les secteurs impliqués dans le processus de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation au niveau national, en se basant sur les données collectées auprès des partenaires, de la littérature et des observations.

## 7.2. Systèmes nationaux de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des mesures d'Adaptation

Selon la figure 16, 35,7 % des pays travaillent actuellement sur la mise en place d'un système national de suivi et d'évaluation des mesures d'adaptation, notamment l'Iraq, le Maroc, le Liban, l'Égypte et la Jordanie. Cinq pays (Tunisie, Libye, Soudan, Somalie et Yémen) n'ont pas encore mis en place de systèmes nationaux d'adaptation. Toutefois, trois pays (21,4 %) (Algérie, Koweït et Mauritanie) ont indiqué que leurs systèmes étaient partiellement établis dans certains secteurs comme la météorologie et la foresterie. Le Bahreïn est le seul pays avoir mis en place un système national de suivi et d'évaluation des mesures d'adaptation.

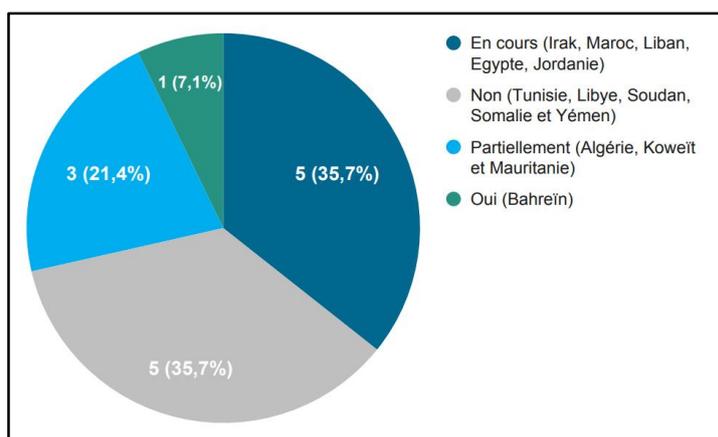


Figure 16. Existence de Systèmes nationaux de suivi et d'évaluation des mesures d'Adaptation

## 7.3. Plans Nationaux d'Adaptation/Communication sur l'Adaptation

La moitié des pays ont affirmé avoir déjà achevé leurs Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), trois d'entre eux les ayant déjà soumis à la CCNUCC, à savoir le Koweït, le Maroc et le Soudan. Pendant ce temps, cinq pays sont en train d'élaborer leurs PNA, dont l'Iraq, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et la Somalie. Cependant, la Libye et le Yémen n'ont pas encore entamé ce processus. En outre, six pays, le Koweït, le Liban, la Mauritanie, le Maroc, le Soudan et la Somalie ont également soumis des Communications sur l'Adaptation dans le cadre de leurs CDN.

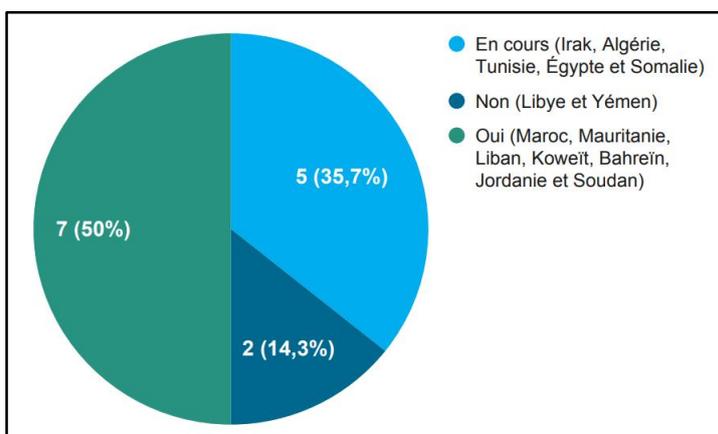


Figure 17. Élaboration de Plans Nationaux d'Adaptation dans la région MENA

## 7.4. Évaluation des Pertes et Dommages dans la région MENA

De nombreux pays de la région manquent d'expérience en matière de suivi des Pertes et Dommages, d'autant que ce domaine est encore relativement nouveau. Par conséquent, 57 % ont affirmé qu'ils n'avaient jamais réalisé d'évaluation des Pertes et Dommages auparavant. Trois pays, à savoir le Liban, la Mauritanie et l'Égypte, ont exprimé leur intention d'intégrer cet aspect dans leurs rapports biennaux et leurs CDN. Cependant, trois pays (le Koweït, Bahreïn et l'Algérie) ont confirmé avoir déjà mené des évaluations des Pertes et Dommages, tandis que l'Algérie a mentionné avoir utilisé le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

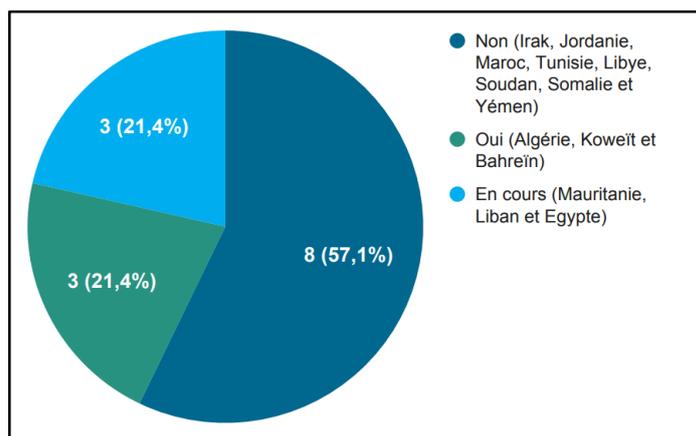


Figure 18. Evaluation des Pertes et Dommages dans la Région de MENA

## 8. Capacités techniques spécifiques liées au Soutien nécessaire et reçu

Cette section fournit une évaluation des capacités techniques des pays, en se concentrant spécifiquement sur le Soutien requis et reçu. Elle examine la présence de systèmes permettant de suivre les flux financiers climatiques reçus ainsi que l'estimation des besoins en Soutien.

### 8.1. Systèmes de suivi des flux financiers climatiques reçus

En ce qui concerne la disponibilité de systèmes de suivi des flux financiers, six pays (43 %) ont déclaré qu'aucun système n'était disponible. Jusqu'à quatre autres pays (28,6 %) ont déclaré que le suivi n'était que partiellement effectué (Maroc, Algérie, Égypte et Koweït), ce qui signifie que seule une partie de ses flux était suivie, comme l'appui reçu du FEM mentionné par le Koweït.

Les quatre autres pays, à savoir la Jordanie, la Tunisie, la Mauritanie et le Liban, ont confirmé la disponibilité de systèmes de suivi des flux financiers. En particulier, la Mauritanie a souligné que le suivi du financement est effectué au niveau du Ministère de l'Economie. La Tunisie, a aussi mis en évidence sa Plateforme MRV nationale couvrant également le financement climatique, mais qui rencontre de nombreuses difficultés en l'absence d'une taxonomie verte et d'indicateurs spécifiques pour le suivi de la finance climat ainsi que les estimations des coûts-bénéfices pour les actions à la fois de l'adaptation comme de l'atténuation. En outre, le Liban a également mentionné que cet aspect avait déjà été rapporté dans les quatrièmes Rapport CN et BUR sans préciser l'existence ou non d'un système national de suivi de ses flux financiers.

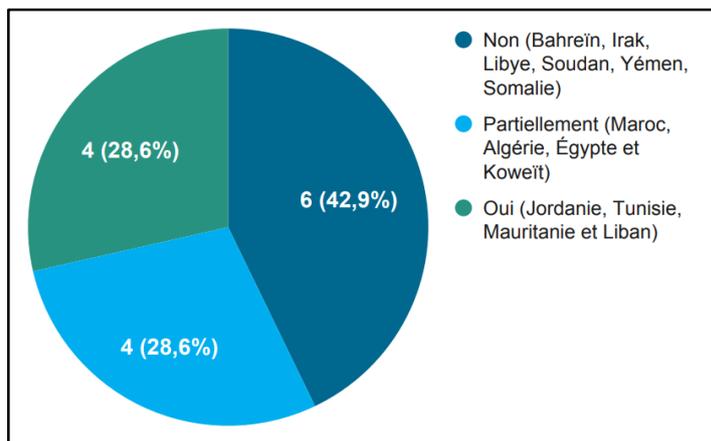


Figure 19. Les Systèmes de suivi des flux financiers climatiques dans la région MENA

## 8.2. Estimation du Soutien Requis

La plupart des pays (64,3 %) ont confirmé leur capacité d'estimer l'appui requis pour les trois composantes (appui financier, renforcement des capacités et transfert de technologie), et certains ont déclaré que ces estimations sont déjà rapportées dans les Rapports de Transparence soumis à la CCNUCC. Cependant, cinq pays (l'Irak, la Libye, le Soudan, la Somalie et le Yémen) ont indiqué ne pas être en mesure d'évaluer leurs besoins à ce jour. Il est important de noter que, dans la Région MENA, très peu de pays ont été en mesure d'estimer leurs coûts des CDN sur la base de calculs et de projections bien définis. Le Maroc, par exemple, ne l'a fait que pour sa composante d'atténuation, où il a calculé la somme des coûts de tous les projets de développement nationaux et pas seulement le coût de l'atténuation. En ce qui concerne l'adaptation, une estimation préliminaire a été faite pour le total de toutes les actions et non pour chaque action.

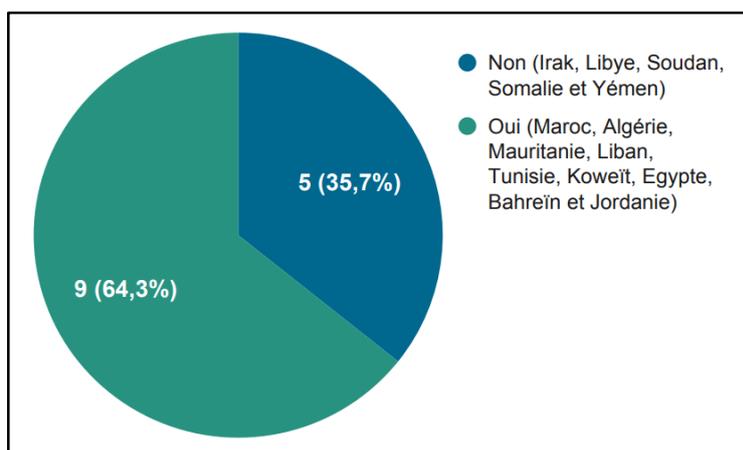


Figure 20. Estimation de Soutien Requis dans la région MENA

## 9. Efforts pour la prise en considération du Genre dans les Systèmes Nationaux de Transparence, y compris les CDN

Cette partie reflète les efforts entrepris par les pays pour intégrer les considérations « Genre » dans les Systèmes Nationaux de Transparence, y compris les CDN.

Comme le montre le tableau 8, dans la région, plusieurs pays (douze) ont pris des mesures pour prendre en compte la dimension de genre dans leurs systèmes de transparence. Ces mesures comprennent l'intégration des considérations de genre dans les rapports des CN, des BUR et des CDN. Toutefois, le Maroc, la Libye, le Soudan et la Somalie n'ont pas encore pris de telles mesures.

De même, dix autres pays ont mis en œuvre diverses mesures. En particulier, six pays (Algérie, Mauritanie, Liban, Tunisie, Koweït, Yémen) ont confirmé la collecte des données désagrégées par sexe dans le système national de transparence. En outre, cinq pays (Algérie, Égypte, Iraq, Mauritanie et Tunisie) ont déclaré avoir initié le renforcement des capacités pour intégrer l'approche genre et promouvoir des processus inclusifs pour les groupes défavorisés, en se basant sur les indicateurs des CDN, les systèmes de transparence, et/ou d'autres instruments/processus de reporting. En outre, Bahreïn, la Jordanie et la Mauritanie affirment le soutien des approches inclusives dans l'analyse des impacts du changement climatique et des avantages des actions climatiques pour les groupes défavorisés.

Toutefois, seuls trois pays (Tunisie, Iraq et Mauritanie) ont élaboré des Plans d'Action sur le Genre et le changement climatique. Sans oublier que la Tunisie et le Yémen ont confirmé le suivi d'indicateurs spécifiques sensibles au genre liés aux actions climatiques et l'analyse de données ventilées par sexe pour influencer la politique climatique, la planification et les rapports.

<b>Efforts pour intégrer les considérations de Genre dans le Système National de Transparence, y compris les CDN</b>	<b>Pays</b>
Le pays collecte des données désagrégées par sexe dans le système national de transparence à travers les CN, les BUR, et d'autres instruments de déclaration	Algérie, Mauritanie, Liban, Tunisie, Koweït,
Des indicateurs spécifiques sensibles au genre sont suivis dans le cadre des actions/mesures/projets climatiques	Tunisie, Yémen,
Le pays dispose d'un Plan d'Action sur le Changement Climatique et le Genre qui prévoit des mesures claires pour soutenir ou renforcer l'intégration genre dans les systèmes de suivi et de notification	Tunisie, Irak, Mauritanie
Le renforcement des capacités pour intégrer l'approche genre et promouvoir des processus inclusifs pour les groupes défavorisés a été initié par le pays, en se basant sur les indicateurs des CDN, les systèmes de transparence, et/ou d'autres instruments/processus de reporting	Algérie, Egypte, Irak, Mauritanie, Tunisie,
L'analyse du genre et les données désagrégées par sexe sont régulièrement analysées afin d'orienter la politique climatique, la planification et le reporting	Tunisie, Yémen,
Le pays soutient des approches inclusives dans l'analyse des impacts du changement climatique et des avantages des actions climatiques pour les groupes défavorisés	Bahreïn, Jordanie, Mauritanie
Aucune mesure spécifique n'a encore été prise	Jordanie, Maroc, Libye, Soudan, Somalie

Tableau 8. Efforts des Pays pour intégrer les considérations du Genre dans les Système Nationaux de Transparence et les CDN.

## II. Besoins de support prioritaires

Le tableau 9 ci-dessous indique les réponses des pays du réseau concernant leurs besoins et priorités urgents pour s'aligner avec les exigences de l'Accord de Paris en matière de Reporting et de l'ETF, comme stipulé par l'Article 13 de l'Accord de Paris.

Sur la base également de l'analyse de ce rapport d'évaluation des besoins en capacités et des défis déjà identifiés dans le tableau 6, il semble qu'il soit difficile de n'identifier que trois besoins, car la région a besoin d'un soutien à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'ETF. Cependant, la majorité d'entre eux ont confirmé certains domaines de l'ETF en commun, notamment :

### 1. Aspects transversaux du Cadre de Transparence Renforcée :

La plupart des pays ont priorisé leurs besoins en matière de renforcement des capacités par rapport aux aspects transversaux de l'ETF, à savoir les exigences, les dispositions de l'ETF et des Modalités, Procédures et Lignes Directrices (MPG). En particulier, compte tenu du délai serré pour la soumission du premier rapport BTR en décembre 2024, les pays ont également manifesté leur intérêt pour apprendre plus sur le processus de préparation et de planification du BTR, notamment les outils de Reporting de l'ETF (CRT et CTF) en ce qui concerne l'Inventaire des GES et le suivi des CDN. Une attention particulière devrait être accordée aux pays qui n'ont pas encore entamé le processus, par le biais des Feuilles de Route du BTR et de l'utilisation de l'outil développé par le PATPA et la FAO.

### 2. Inventaire des GES :

Dans ce domaine, plusieurs pays ont indiqué des capacités relativement faibles en termes de collecte, de calcul et de gestion des données, et bien sûr de procédures d'assurance et de contrôle de la qualité. Ainsi, le renforcement des capacités en matière de lignes directrices du GIEC 2006 et du Logiciel GIEC, sans oublier les CRT, est essentiel pour la région.

### 3. Suivi NDC :

Plusieurs pays ont déjà exprimé leur besoin de renforcement de capacités en termes de suivi des actions des CDN, d'identification des indicateurs, d'estimation des efforts d'atténuation et de remplissage des tableaux du CTF comme requis pour le Reporting électronique du BTR. En outre, en ce qui concerne les projections de scénarios, dans le cadre du processus de révision des CDN, notamment par le biais d'outils de modélisation tels que LEAP et GACMO.

Outre les domaines déjà mentionnés, d'autres priorités ont été exprimées, notamment :

#### • Arrangements institutionnels et Plateformes MRV :

La mise en place de Systèmes MRV en ligne a également été mentionnée à plusieurs reprises parmi les priorités des pays. Pour ce faire, des sessions régionales de renforcement des capacités pourraient être organisées, dans lesquelles les pays les plus avancés dans ces domaines pourraient partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques.

#### • Financement Climatique :

Le suivi des flux financiers climatiques et l'estimation des coûts et des avantages de l'atténuation et de l'adaptation ont également été cités comme des priorités pour certains pays,

en particulier le Maroc, la Tunisie et l'Iraq. D'autres pays, d'autre part, ont souligné la nécessité de renforcer les capacités en matière de mobilisation et d'accès à la finance climatique.

Pays	Aspects transversaux	Inventaire des GES	Suivi de l'atténuation NDC	Adaptation et impacts	Pertes et Dommages	Soutien nécessaire et reçu
<b>Irak</b>	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Reporting électronique du BTR (CRT et CTF).	- Lignes directrices du GIEC et logiciel d'inventaire.	√		Évaluation	Suivi de la finance climatique
<b>Libye</b>		√		√		Mobilisation de fonds pour le climat
<b>Soudan</b>	- Arrangements institutionnels / réglementaires. - Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Système de gestion des données.	Analyse des GES	√	Communication sur l'Adaptation		
<b>Yémen</b>		√	- Suivi NDC. - Outils de modélisation (LEAP et GACMO)			
<b>Maroc</b>			√	√		Suivi des flux financiers climatiques
<b>Algérie</b>	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Arrangements institutionnels/ Réglementaires. - Renforcement des capacités dans tous les domaines de l'ETF.	√	√	√	√	√
<b>Mauritanie</b>	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Reporting électronique du BTR (CRT et CTF).					√
<b>Liban</b>	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Reporting électronique du BTR (CRT et CTF).					

<b>Tunisie</b>	- Article 6 :(Arrangements institutionnels, établissement des rapports, registre CCNUCC, ajustements correspondants. - Arrangements institutionnels et juridiques pour un système national durable.	√		√		- Suivi des flux de financiers climatiques. - Indicateurs de suivi.
<b>Koweït</b>						Soutien financier, technologique et de renforcement des capacités
<b>Égypte</b>		√	Outils de modélisation	- Évaluation des vulnérabilités. - Outils de modélisation.		
<b>Bahreïn</b>	Système MRV	√				
<b>Somalie</b>	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Collecte et gestion des données. - Renforcement des capacités des parties prenantes et de l'expertise locale	√				Mobilisation du financement climatique
<b>Jordanie</b>	Renforcement des capacités dans tous les domaines de l'ETF					Mobilisation du financement climatique

Tableau 9. Besoins les plus prioritaires en matière de Transparence par pays de la région MENA.

# Conclusion

---

La région de l’Afrique du Nord et du Moyen Orient, est une région multiculturelle qui rassemblent, 21 pays dont 18 sont éligibles au GEF. La Majorité des pays de la Région sont considérés parmi les premiers pays engagés en matière de l’action climatique. Ils ont ratifié la CCNUCC, le Protocole de Kyoto et l’Accord de Paris. A cet effet, les pays de MENA ont soumis plusieurs rapports au Secrétariat de la CCNUCC, exprimant leurs engagements effectifs, notamment les NDCs, les Communications Nationales, les BURs, les NIR, les NAP, les Communications de l’Adaptation, et même dernièrement les LT-LEDS. Certes, les pays de la région sont paradoxalement très différents les uns des autres. Ceci n’est pas toujours attentionné, mais plutôt dus aux différents circonstances socio-économiques et à l’instabilité politique dans certains pays, ce qui a fait déraillé l’agenda climatique.

Dans la région, presque tous les pays ont déjà soumis au moins une Communication Nationale. Toutefois, cela ne s'applique pas aux Rapports Biennaux Actualisés (BUR), car en dépit de l'obligation de soumettre au moins un BUR avec le BTR avant décembre 2024, certains pays n'ont pas encore soumis même pas le premier. Néanmoins, les pays classés comme PMA bénéficient de certaines facilités dans le cadre de l’ETF, comme le reconnaissent la CCNUCC et l'Accord de Paris. Cependant, d'autres pays de la région ont déjà soumis le quatrième ou le troisième BUR.

En ce qui concerne le BTR, tous les pays ne sont pas au même stade de préparation. Toutefois, la majorité d'entre eux ont soit reçu le financement du FEM et déjà en plein processus de préparation du Rapport, soit en attente d'approbation. Néanmoins, certains pays n'ont pas encore pris de mesures à cet égard.

Sur la base de cette évaluation, la mise en œuvre du cadre de l’ETF dans la région est confrontée à plusieurs défis. Il s’agit notamment du manque de capacités techniques et d’expertise locale en matière de Transparence, de l’absence de cadres institutionnels et juridiques garantissant l’engagement, l’appropriation de toutes les parties prenantes, en particulier en ce qui concerne le partage des données. En outre, la collecte, la gestion et l'assurance de la qualité des données sont aussi parmi les défis majeurs rencontrés. Certains pays soulignent également les difficultés d'accès et de mobilisation du financement climatique international, ainsi que l'absence de budget public sensible au climat pour l'accès aux ressources domestiques. Ces défis s’appliquent sur les quatre domaines de l'ETF : l'Inventaire des GES, le Suivi des CDN, l'Adaptation et les Impacts, les Pertes et Dommages, et le Soutien reçu et requis.

Particulièrement en ce qui concerne les Inventaires de GES, la région se base principalement sur les lignes directrices du GIEC de 2006 et utilise un logiciel d'Inventaire, mais elle ne dispose pas de procédures d'Assurance Qualité/Contrôle Qualité (AQ/CQ). Bien que largement utilisé pour le suivi des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et les projections de scénarios, le LEAP est maîtrisé principalement par les consultants nationaux, avec une connaissance limitée au sein des équipes techniques ministérielles. Aussi bien l’absence d'indicateurs fiables entrave également le suivi des mesures d'atténuation et des CDNs.

Etant donné la non exigence du reporting en vertu de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, le monitoring des Pertes et Dommages n'est pas vraiment avancé dans les pays de la Région. En outre, le suivi des flux financiers est quasiment absent, car la plupart des pays ne disposent pas

de systèmes de suivi de flux financiers climatique. Certains pays sont en cours de développement de systèmes, mais l'absence d'indicateurs pour estimer les coûts d'atténuation et d'adaptation soulève des préoccupations surtout en ce qui concerne la fiabilité des données. D'autres part, l'intégration de la dimension Genre dans les changements climatiques est relativement satisfaisante, plusieurs pays ont déjà entrepris certaines mesures notamment l'élaboration des Plans d'Action en matière du Genre et du changement climatique ainsi que la mise en place des indicateurs spécifiques pour l'analyse des données ventilées par sexe.

En ce qui concerne le partage et l'échange de bonnes pratiques, certains pays ont manifesté leur intérêt à partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques avec d'autres membres du Réseau, en particulier en ce qui concerne les arrangements institutionnels relatifs au Cadre de Transparence et les Systèmes MRV nationaux. De même, les pays sont intéressés d'apprendre des expériences des autres dans plusieurs domaines, tels que, le suivi des CDN, le monitoring et l'évaluation de l'adaptation, le suivi des flux financiers climatiques, la gestion des données, les projections de GES et les inventaires.

Par conséquent, de nombreux besoins urgents en matière de renforcement des capacités ont été identifiés, dont certains représentent les priorités de la majorité des pays, notamment les exigences et provisions de l'ETF et des MPGs, la mise en œuvre et la planification du premier BTR, en particulier en termes de Reporting électronique (CRT et CTF), les lignes directrices et le logiciel GIEC, les outils de modélisation et de suivi des actions des CDN (LEAP et GACMO), sans oublier les arrangements institutionnels et la mise en place de Plateformes de Transparence/MRV. Certains pays ont également mis l'accent sur le suivi des flux financiers et les estimations de coûts et avantages, tandis que d'autres ont également donné la priorité à l'accès et la mobilisation de la finance climat.

Dans l'ensemble, le niveau de développement du Système de Transparence varie d'un pays à l'autre dans la région. Cependant, tous les pays nécessitent certainement un renforcement, que ce soit en termes de capacités ou sur le plan technique. C'est pourquoi le projet CBIT GSP a établi le Réseau Régional MENA.

En conclusion, sur la base des résultats de cette évaluation et des réunions bilatérales tenues avec la grande majorité des pays, nous avons élaboré un Plan de Travail pour cette première année, 2024. Ce Plan de Travail comprend des activités permettant de répondre à tous les besoins exprimés par les pays, en particulier par le biais d'ateliers, de sessions de formation et de webinaires organisés aux niveaux régional et national, répondant aux besoins prioritaires pour cette année relativement critique pour la Transparence. Sans oublier que le projet offrira une assistance technique par l'élaboration de feuilles de Route pour la planification et la préparation du BTR et fournira un examen de qualité des Rapport BURs, et potentiellement des BTRs, avant leur soumission au Secrétariat de la CCNUCC.

## Annexe 1 : Évaluation des arrangements institutionnels pour les domaines de Reporting de l'ETF par pays

Pays	Inventaire des GES	Suivi NDC	Adaptation et impacts	Pertes et dommages	Soutien requis et reçu
Irak	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Libye	Faible	Absent	Faible	Faible	Faible
Soudan	Faible	Absent	Faible	Absent	Faible
Yémen	Faible	Faible	Faible	Absent	Absent
Maroc	Bien	Bien	Faible	Faible	Équitable
Algérie	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Mauritanie	Bien	Bien	Équitable	Faible	Équitable
Liban	Équitable	Équitable	Équitable	Faible	Équitable
Tunisie	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Koweït	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable
Égypte	Avancé	Bien	Bien	Bien	Bien
Bahreïn	Bien	Avancé	Avancé	Avancé	Équitable
Somalie	Absent	Faible	Faible	Absent	Absent
Jordanie	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien

## Annexe 2 : Évaluation des capacités techniques dans les domaines de Reporting de l'ETF par pays

Pays	Inventaire des GES	Suivi NDC	Adaptation et impacts	Pertes et dommages	Soutien requis et reçu
Irak	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Libye	Faible	Absent	Faible	Faible	Faible
Soudan	Faible	Absent	Faible	Absent	Faible
Yémen	Faible	Faible	Faible	Absent	Faible
Maroc	Bien	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable
Algérie	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable
Mauritanie	Équitable	Équitable	Faible	Faible	Faible
Liban	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable
Tunisie	Absent	Absent	Avancé	Avancé	Absent

<b>Koweït</b>	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable	Équitable
<b>Égypte</b>	Bien	Équitable	Bien	Équitable	Bien
<b>Bahreïn</b>	Équitable	Bien	Bien	Équitable	Équitable
<b>Somalie</b>	Absent	Absent	Faible	Absent	Absent
<b>Jordanie</b>	Équitable	Équitable	Équitable	Faible	Équitable